

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de conseillers  
élus : 11

Séance du 14 avril 2021

en fonction : 11

Sous la présidence de Mme Angélique DIEUAIDE, Maire,  
Mme Isabelle CLUZEL, absente excusée.

Conseillers présents : 10  
Conseillers votants : 10

**Objet : INSTAURATION DU DROIT DE  
PREEMPTION URBAIN**

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L210-1, L211-1 à 7, L213-1 à 18, R211-1 à 8, R213-1 à 30 ;

**Vu** la délibération du 14 avril 2021, par laquelle le Conseil municipal a approuvé le plan local d'urbanisme (PLU) ;

**Considérant** que le Code de l'urbanisme permet aux communes disposant d'un PLU approuvé d'instaurer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future ;

**Considérant** que l'exercice de ce droit de préemption a pour objet de permettre la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement urbain tendant à :

- mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat ;
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur ;
- lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux ;
- permettre le renouvellement urbain ;
- sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels ;
- constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des opérations ci-dessus.

Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré, à l'unanimité

- décide d'instituer un droit de préemption urbain sur les zones urbaines délimitées par le PLU et figurant sur le plan annexé à la présente ;

- donne délégation à Madame le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales et précise que les articles L2122-17 et 19 dudit code sont applicables en la matière ;
- rappelle que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion légale dans deux journaux diffusés dans le département, conformément à l'article R211-2 du Code de l'urbanisme ;
- rappelle que le périmètre du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R151-52 7° du Code de l'urbanisme ;
- rappelle qu'un registre sur lequel sont transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L213-13 du Code de l'urbanisme ;

Accusé de réception en préfecture  
N° 068-210013353-20210414-DGMM10043-DPH-DE  
Date de l'acte d'admission : 27/04/2021  
Date de réception préfecture : 27/04/2021

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente délibération, accompagnée du plan délimitant le champ d'application du droit de préemption, sera adressée :

à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin ;  
à Monsieur le Sous-Préfet de Colmar-Ribeauvillé ;  
à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques ;  
au Conseil Supérieur du Notariat ;  
à la Chambre Départementale des Notaires du Haut-Rhin  
aux barreaux constitués près le Tribunal Judiciaire de Colmar ;  
au greffe du même tribunal.

Le Maire,  
Angélique DIEUAIDE

